

Mobilisons-nous le 14 novembre, journée d'action européenne contre l'austérité

■ Mercredi 14 novembre, des grèves interprofessionnelles auront lieu en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Italie, à Chypre, à Malte... ■ C'est aussi la date choisie par la Confédération européenne des syndicats (CES) pour une journée d'action partout en Europe pour s'opposer aux politiques d'austérité ■ En France, l'intersyndicale CGT, CFDT, FSU, UNSA et Solidaires appelle l'ensemble des salarié-e-s du public et du privé à se mobiliser pour l'emploi et la solidarité en Europe, contre les mesures d'austérité ■ Des manifestations sont organisées dans de très nombreuses villes ■ SUD éducation, avec l'Union syndicale Solidaires, appelle à participer massivement à cette première journée de mobilisation européenne ■

La « crise » du système capitaliste est le prétexte dans tous les pays européens pour s'attaquer aux services publics et aux droits sociaux ■ Les mesures d'austérité ne font qu'aggraver la crise et jettent des millions de personnes dans la misère et l'angoisse. Elles provoquent licenciements et précarisation des conditions de travail tant dans le privé que dans le public.

En France, le gouvernement applique toutes les mesures antisociales favorables aux patrons et aux actionnaires ■ Après une misérable « hausse » du SMIC, l'adoption du Pacte budgétaire européen (TSCG) et la préparation d'un budget 2012 d'austérité, le « Pacte de compétitivité » décidé suite au rapport Gallois prévoit encore un cadeau au patronat de 20 milliards d'euros financé sur le budget de l'État par une hausse de la TVA, l'impôt le plus injuste qui touche principalement les couches populaires obligées de consacrer l'essentiel de leurs revenus à la consommation. Et la baisse supplémentaire des dépenses publiques de 10 milliards signifie encore moins de services publics, de protection sociale, d'investissements d'avenir et d'emplois publics.

Les services publics et l'éducation ne sont pas épargnés ■ Le budget 2013 prévoit une suppression de 1287 postes de fonctionnaires. Dans l'éducation, et au détriment des autres secteurs publics, il n'y aura que 8781 postes budgétaires créés, loin des 16000 annoncés pour tenir les 80000 en 5 ans, déjà insuffisants. Et le budget réellement affecté au fonctionnement du service public

d'éducation n'augmente que 0,6%. Le gouvernement prévoit pourtant une inflation de 1,5 à 2% : cela signifie que l'« augmentation » du budget du MEN ne compensera même pas la hausse des prix, et qu'en valeur, les moyens du service public vont diminuer.

Contre l'austérité, partage des richesses ■ Il faut donc doublement dénoncer la supercherie qui consiste à prétendre qu'on privilégie l'éducation et à « justifier » à ce titre des suppressions de postes dans le reste de la fonction publique. L'éducation n'est pas prioritaire, et il est de toute façon possible et indispensable de créer les postes pour répondre aux besoins dans tous les services publics. Cela suppose d'imposer une autre répartition des richesses. Le classement 2012 de Challenges montre par exemple que les 500 français-es les plus riches ont cumulé 267 milliards d'euros de gain. Soit quasiment autant que les recettes nettes de l'État en 2011 (271 milliards d'euros). Il y a de quoi financer les services publics, la protection sociale, des augmentations de salaires...

Pour imposer des alternatives, comme dans les autres pays européens, nous ne pouvons compter que sur nos mobilisations ■ SUD éducation appelle à participer à la mobilisation du 14. Une seule journée ne suffira pas pour inverser le rapport de force face aux apôtres et profiteurs des plans de rigueur. Mais une mobilisation importante serait un premier pas vers une convergence européenne des populations pour empêcher la catastrophe que le capitalisme nous promet pour demain.

Des préavis de grève couvrant l'ensemble des personnels ont été déposés par l'Union syndicale Solidaires et par SUD éducation pour que chacun-e puisse participer à la mobilisation.

Tou-te-s dans la rue le 14/11 pour des alternatives à l'austérité

**Non à ce budget de rigueur !
Retrait du "pacte de compétitivité" !**

**Annulation de la dette publique !
Solidarité avec les peuples en lutte !**